



-97380-

Mairie de Ouanary

Règlement de consultation (RC)

**Marché
de maîtrise d'oeuvre des travaux**

**M.O.E étude Complémentaire - dossier loi sur l'eau M.O.E
Travaux**

Appel d'offres ouvert

**Contact : monsieur BORDES B.
Bourg de Ouanary
97380 Ouanary
Tél : 0594-28-47-18 Fax : 0594-25-41-72
amenagement.marches@mairie-ouanary.fr**

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :

Mairie de Ouanary

Bourg de Ouanary

97380 Ouanary

Tél : 05.94.37.01.02

Courriel : amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Article 2 – Étendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 3 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

M.O.E étude Complémentaire

- dossier loi sur l'eau

M.O.E Travaux

La présente consultation concerne l'exécution d'une mission de maitrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux désignés ci-après :

Phase III Tranche Ferme et Fonctionnelle Travaux de Confortement des Berges

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

commune de Ouanary

97380 commune de Ouanary

Chenal et berges de la Digue de Ouanary

Tranche Ferme Fonctionnelle (tranche optionnelle)

Enveloppe financière des travaux 1 825 795.00 euros HT (en chiffres)

Tranche Fonctionnelle (tranche optionnelle)

Enveloppe financière des travaux 986 150.00 euros HT (en chiffres)

Article 4 – Découpage des prestations

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par marché unique.

Les prestations comportent une tranche ferme et 1 tranches optionnelles définies à l'article Décomposition des prestations du CCP.

Article 5 – Nomenclature CPV -vocabulaire commun pour les marchés publics

Article 6 – Forme(s) du/des marché(s)

Marché à tranches optionnelles.

Article 7 – Durée du marché

La durée du marché correspond au délai d'exécution de la tranche ferme et aux délais d'exécution des tranches optionnelles affermies.

Les stipulations relatives aux durées et délais sont précisées à l'article "Durée du marché" du CCP.

Article 8 – Variantes

Les variantes exigées peuvent être déposées sans offre de base.

Les candidats doivent présenter des propositions de prix pour les variantes exigées suivantes :

la variante sur le lot Sécurisation des Berges devra porter:

- travaux profilage "permettre une navigation marée haute et Basse, dans le Chenal"

- travaux de battage de palplanche

- consolidation des Berges

- sécurisation

Cette variante exigée est définie dans le(s) document(s) suivant(s) :

document dénommé Variante 1

- rapport de présentation de variante et faisabilité
- annexe financière des coûts de réalisation

la variante sur le lot Sécurisation des Berges devra porter:

- travaux profilage "permettre une navigation marée haute et Basse, dans le Chenal"
- travaux de battage de palplanche
- consolidation des Berges
- sécurisation

Cette variante exigée est définie dans le(s) document(s) suivant(s) :

document dénommé Variante 2

- rapport de présentation de variante et faisabilité
- annexe financière des coûts de réalisation

L'acheteur n'autorise pas la présentation de variantes de la part des candidats.

Article 9 – Prix des prestations supplémentaires éventuelles

Le chiffrage de la PSE Toute étude complémentaire non prévue ou rendu obligatoire mais non prévu est facultatif

La PSE dénommée: Toute étude complémentaire non prévue ou rendu obligatoire mais non prévu sera traitée de la façon suivante: ferons l'objet d'un examen si lors du déroulement de la phase étude avant adaptation des pièces du DCE, l'es rendu obligatoire par:

- les services instructeur de l'État / l'Europe / ou tiers...

Détail de celle-ci :- levé topographique

- loi sur l'eau
- environnemental: faune flore

Article 10 – Marchés pour prestations similaires susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Le montant estimé des prestations similaires est de 640 022.00 euros HT.

Article 11 – Marché réservé

En vertu de l'article L2113-12 du code de la commande publique, le marché ou l'accord-cadre est réservé aux entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Article 12 – Délivrance du dossier de consultation des entreprises

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : Collectivité Communale

Par demande à l'adresse mail:

- mairie.annexeouanary@orange.fr
- amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Le DCE est composé des documents suivants :

Dossier projet : version A1 février 2025

Programme phase III Tranche Ferme Fonctionnelle et Tranche Conditionnelle

Travaux de Confortement des Berges

Lot Sécurisation des Berges

Lot Requalification de la voirie sur Berge

Article 13 – Interdiction de soumissionner

L'acheteur, en vertu des articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique, peut exclure les candidatures se trouvant dans les situations qui y sont décrites, en particulier dans les cas qui suivent, sous réserve que dans un délai de 15 jours à compter de la réception d'un courrier l'y invitant, le candidat démontre qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements qui lui sont reprochés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

L'acheteur exclut les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur.

L'acheteur exclut de la procédure de passation d'un marché les personnes soumises à l'article L. 225-102-4 du code de commerce qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance comportant les mesures prévues au même article L. 225-102-4, pour l'année qui précède l'année de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou d'engagement de la consultation.

L'acheteur exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indument sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'exercer une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.

L'acheteur exclut les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'acheteur exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

Article 14 – Présentation de candidature conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
 - le nom et l'adresse du candidat
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
 - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 16 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie

(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement les formulaires DC1 et DC2.

Article 15 – Présentation de candidature sous forme de DUME conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

DUME électronique

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

L'acheteur met à disposition des candidats un DUME "Acheteur", c'est à dire que la première partie concernant les informations relatives à la procédure ont été préremplies par l'acheteur ainsi que la partie IV concernant les critères de sélection applicables à la passation du marché.

Les informations requises au titre de la partie I seront automatiquement récupérées par le candidat, pour autant que le service DUME électronique cité ci-dessous soit utilisé par l'opérateur économique pour générer et remplir le DUME. Dans le cas contraire, ces informations doivent être introduites par le candidat.

Le DUME Acheteur est disponible sur le profil d'acheteur de la consultation.

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DC1,DC2 ou le DUME.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Exigences relatives au DUME propres à la consultation

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II D du DUME indiquant s'ils ont l'intention de sous-traiter une part du marché à des tiers.

Les opérateurs économiques renseigneront la partie II A et B et la partie III du DUME pour chacun des sous-traitants concernés.

Article 16 – Conditions de participation et moyens de preuve acceptables

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant: Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Autorisation d'indiquer en lieu et place le chiffre d'affaires moyen pour le nombre d'exercices requis.
- Autorisation d'indiquer en lieu et place le chiffre d'affaires moyen spécifique pour le nombre d'exercices requis.
- Indication concernant le montant couvert par l'assurance pour risques professionnels
- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Acceptation de références en fournitures et services datant de plus de trois ans
- Indication des techniciens ou organismes techniques, en particulier des responsables du contrôle de la qualité, auxquels peut faire appel l'opérateur économique
- Description de l'équipement technique et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et indication des moyens d'étude et de recherche
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et le nombre de cadres pendant les trois dernières années
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché
- Indication de la part du marché que l'opérateur économique a éventuellement l'intention de sous-traiter.
- Indication que l'opérateur économique peut fournir des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle qualité attestant de la conformité des produits à une norme ou spécifications techniques suivantes : Normes et Spécifications Technique établi dans le CCAG-PI Mission M.O.E

Article 17 – Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre. Cependant, après l'attribution du marché, il pourra être exigé du groupement titulaire d'adopter la forme juridique du groupement solidaire.

Il sera exigé du mandataire d'un groupement conjoint qu'il soit solidaire de chacun des membres de ce groupement.

Justification par l'acheteur de la nécessité de cette exigence à la bonne exécution des prestations: afin de faciliter les besoins de complémentarité des divers besoins d'études complémentaires qui pourront émerger, ou lors de la phase travaux suivant Projet Initial ou Variante.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 18 – Restrictions liées à la présentation des candidatures

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs candidatures, en agissant à la fois :

- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les offres devront prévoir, que les prestations qui suivent, devront être exécutées en direct par le titulaire ou un des membres du groupement, elles ne peuvent donner lieu à de la sous-traitance.

Les prestations exécutées en direct par le titulaire sont: la direction d'exécution

validation des Exe

les opérations préalables à la réception

le suivie des travaux

Mais une assistance peut être pris par le M.O.E Titulaire du Marché de maîtrise d'œuvre.

Les offres devront prévoir, que les prestations qui suivent, devront être exécutées en direct par un des membres du groupement, elles ne peuvent donner lieu à de la sous-traitance.

les tâches qui ce rapportent à son corps de métier uniquement.

Article 19 – Indemnités à prendre en compte dans l'établissement des prix

Les prix seront établis en supposant que seule la tranche ferme est exécutée, étant précisé que les rabais proposés dans l'acte d'engagement seront appliqués aux prestations des tranches optionnelles en cas d'exécution de celles-ci.

Les rabais seront indiqués dans l'acte d'engagement sans pouvoir être inférieurs aux seuils ci-après :

Pour chacune des tranches optionnelles, les rabais indiqués dans l'acte d'engagement ne peuvent être inférieurs au taux de 3 %.

Article 20 – Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés qui suivent :

Critères	Pondération
prix des prestations par lot	40 points
valeurs techniques du programme des travaux proposés	40 points
Valeur Techniques des aménagements Paysagères et équipements des berges	20 points

Modalités de mise en œuvre des critères

1. Critère **prix des prestations par lot**

Précisions sur le critère : - Mission M.O.E

- Mission loi sur l'eau

- D.E.T

Apprécié au vu des informations suivantes : - lot Sécurisation des berges

* par poste de prestation d'étude

- lot requalification de la voirie sur berges

* par poste de prestation d'étude

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante : - Mission M.O.E : 25 points

- Mission loi sur l'eau : 5 points

- D.E.T : 10

formule: (prix de l'offre le moins élevée/ prix de l'offre à noter)x40

2. Critère **valeurs technique du programme des travaux proposés**

Précisions sur le critère : - facilité d'entretien du chenal

- circulation des embarcations dans le chenal

- acceptabilité environnementale des travaux et circulation des eaux

- sécurisation des biens

Apprécié au vu des informations suivantes : fonctionnalité de navigabilité dans le chenal

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante : - facilité d'entretien du chenal : 10 points

- circulation des embarcations dans le chenal : 10 points

- acceptabilité environnementale des travaux et circulation des eaux : 10 points

- sécurisation des biens faciliter d'entretien du chenal : 10 points

formule: (prix de l'offre le moins élevée/ prix de l'offre à noter)x40

3. Critère Valeur Techniques des aménagements Paysagères et équipements des berges

Précisions sur le critère : * choix, résistance et facilité d'entretien des aménagements paysagères

* pertinence et positionnement des équipements des berges

Apprécié au vu des informations suivantes : lot sécurisation des berges

- valeur technique des aménagements paysagères

- valeur technique des équipements des berges

La notation du critère sera effectuée suivant la formule suivante : - Valeur technique paysagère : 10 points

- Pertinence et positionnement de équipements : 10 points

formule: (prix de l'offre le moins élevée/ prix de l'offre à noter)x20

Règles particulières

Règle en cas d'ex-aequo au classement : Interviendra sur le mémoire des Candidats:

Note de présentation:

- compétences / références / moyens / rôle des sous-traitants

- équipe affectée au dossier

Mémoire technique:

pertinence de la variante proposée

Article 21 – Contenu des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété , paraphé, daté par le candidat (document contractuel). Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.
- La liste récapitulant les objets ou documents fournis par le candidat.
- Le certificat de visite ci-joint dument complété (si celui-ci est obligatoire).
- Un mémoire justificatif (document contractuel) tel que :
 - les éléments techniques dans dispose le B.E.T
 - - moyens humains par qualification
 - - technique
 - - type de sous-traitances et leur moyen
 - - projet déjà réalisé dans le même type de milieu
 - toute éléments justificatifs permettant la bonne compréhension du B.E.T
- Le programme fonctionnel (document contractuel).
- Les plans (document contractuel).
- tel que :
 - Un Plan Promotion de vulgarisation et de médiatisation de l'opération
 - lot sécurisation des Berges
 - lot requalification de la voirie sur berges
 - support: DWG et PDF
- Le programme de l'opération (document contractuel).

Article 22 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Article 23 – Examen des offres

Avant tout classement des offres, celles-ci sont examinées en termes de conformité. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées sans être classées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Article 24 – Cohérence de l'offre

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article Prix (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 25 – Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Article 26 – Conditions de remise des candidatures

les candidatures sont à déposées par mail sur le site du profile de l'acheteur:

<http://www.marches-securises.fr>

Article 27- Signature des documents transmis par le candidat

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DC1,DC2 ou le DUME...

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé(e) par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation).

Ce document d'habilitation devra être fourni, signé de façon électronique par les autres membres du groupement, dès le stade de la réception des candidatures.

Il n'est pas exigé des candidats la signature électronique des documents suivants :- DPGF des honoraires et leurs annexes

- autres documents qui seront rendues nécessaires lors de l'attribution et définis dans la mise au point(formulaire OUV.11). Seul l'attributaire se verra contraint à cette signature électronique dans le cadre des formalités de conclusion du contrat.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les formats de signature acceptés sont les formats XAdES, PAdES, CAdES. La signature électronique doit être une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du RGS restent valables jusqu'à leur expiration.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique. La signature numérisée n'est admissible que pour les documents qui ne sont pas produits et signés par les candidats eux-mêmes.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations de signature que ceux transmis par voie électronique. Si la copie de sauvegarde est présentée au moyen d'un support papier, la signature est manuscrite. Si le support est de nature électronique, la signature est électronique.

Article 28- Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

Candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique: CD-Rom, DVD-ROM, clé USB..

Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde:

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde:

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

Article 29- Assistance aux candidats et échanges d'informations

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse électronique durable pendant toute la durée de la procédure.

par échange de mail et appel téléphonique

tél: 0594 28 47 18

mail: mairie.annexeouanary@orange.fr/ amenagement.marches@mairie-ouanary.fr.

règle établi dans le C.C.A.G-P.I.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le pouvoir adjudicateur mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre, l'éventuelle demande de régularisation ou les négociations et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

Article 30 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des plis.

- pour les renseignements d'ordre administratif :

Mairie de Ouanary / Service des Marchés Publics

Correspondant : M. BORDES Bruno

Adresse : Mairie annexe

1 Place Schoelcher

97300 Cayenne

Tél : 05.94.28.47.18

Courriel : amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Horaires d'ouvertures : Lundi 7 h 30 à 16 h 30 mardi 7 h 30 à 15 h 30 mercredi 7 h 30 à 14 h 30

Jeudi 7 h 30 à 16 h 30 vendredi 7 h 30 à 13 h 30

- pour les renseignements d'ordre technique :

Mairie de Ouanary / Service des Marchés Publics

Correspondant : M. BORDES Bruno

Adresse : Mairie annexe

1 Place Schoelcher

97300 Cayenne

Tél : 05.94.28.47.18

Courriel : amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Horaires d'ouvertures : Lundi 7 h 30 à 16 h 30 mardi 7 h 30 à 15 h 30 mercredi 7 h 30 à 14 h 30

Jeudi 7 h 30 à 16 h 30 vendredi 7 h 30 à 13 h 30

Article 31 – Visite sur site

le Maire ou l'un de ses représentant, le candidat devra se faire connaître 48 heures à l'avance:

mairie de Ouanary

annexe mairie

tél : 0594 28 47 18

mail: mairie.annexeouanary@orange.fr/ amenagement.marches@mairie-ouanary.fr

Chaque concurrent devra obligatoirement joindre le certificat de visite à son offre.

Article 32 – Vérification de la situation de l'attributaire envisagé au regard des interdictions de soumissionner obligatoires, documents à produire et signature de l'offre

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Le numéro unique d'identification de l'entreprise (SIREN ou SIRET) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, si l'entreprise est étrangère, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-3 du Code de la Commande Publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles L.2312-27, R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

le Maître d'Oeuvre
le Maire
M. ROZE Narcisse